5. **ANNEXE 1 - «POUR LA CRÉATION D'EMPLOIS - POUR LA RELANCE ÉCONOMIQUE»**

Comme il est mentionné dans *«Pour la création d'emplois - Pour la relance économique»*, le programme du gouvernement se fonde sur une vision intégrée de la politique économique, sociale, environnementale et étrangère. Le Gouvernement a pour politique de promouvoir l'intégration du développement durable dans le processus de prise de décisions à tous les niveaux de notre société.

Tel qu'on le reconnaît dans *Pour la création d'emplois - Pour la relance économique*, l'écologie et l'économie sont indissociables. Il est grand temps que le gouvernement fédéral, tous ministères confondus, agisse en ce sens en harmonisant les mesures en faveur de l'économie et de l'environnement. Il doit se faire le chef de file de l'intégration des aspects économiques et environnementaux au processus décisionnel.

Le programme du gouvernement pour un environnement sain inclut les points suivants :

- ◆ réaliser une étude de base générale des impôts et subventions fédéraux, qui permettrait de déceler les obstacles à l'application de bonnes pratiques environnementales; cet exercice s'accompagnera d'efforts visant à promouvoir la recherche, le développement, l'utilisation de technologies propres et éconergiques ainsi que de sources d'énergie renouvelables, et la gestion durable des ressources et la protection de la biodiversité;
- ◆ établir un groupe de travail composé de représentants du gouvernement, de l'industrie et d'organismes environnementaux non gouvernementaux (OENG) qui aura pour tâche de déterminer les obstacles et les entraves aux bonnes pratiques environnementales et de trouver des moyens d'utiliser des outils économiques pour protéger l'environnement; cet engagement a été confirmé par le ministre des Finances dans le budget de 1994;
- ◆ appuyer les efforts du Comité permanent de la Chambre des communes sur l'environnement et le développement durable en vue de donner suite à la proposition de nomination d'un vérificateur général de l'environnement, énoncée dans *Pour la création d'emplois - Pour la relance économique*; ce vérificateur relèverait directement du Parlement et ses pouvoirs d'enquête seraient semblables à ceux du Vérificateur général. Il rendrait compte chaque année au public de la façon dont les dépenses et les programmes fédéraux se conforment à la réorientation vers le développement durable;
- ◆ promulguer la *LCEE* en adoptant les règlements d'exécution nécessaires, y compris un règlement sur les projets réalisés à l'extérieur du Canada; de plus, le champ d'application de la *LCEE* peut être élargi par une modification visant à inclure les politiques et programmes, aussi bien que les projets. Les autres modifications